



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/1999/2/Add.6
13 janvier 1999
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Session de 1999
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORTS QUADRIENNAUX SUR LES ACTIVITES DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES DOTEES DU STATUT CONSULTATIF GENERAL
OU SPECIAL AUPRES DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapports quadriennaux (1994-1997), présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du
Conseil économique et social

Note du Secrétaire-général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Alliance internationale des femmes	3
2. Service social international	8
3. Société internationale pour prothèse et orthèse	11
4. Institut international de statistique	15
5. International Society for Traumatic Stress Studies	21
6. Alliance internationale du tourisme	25
7. Union internationale des villes et pouvoirs locaux	28
8. Union internationale des transports publics	31
9. International Work Grup for Indigenous Affairs	35
10. La jeunesse ouvrière chrétienne internationale	37

1. ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES

(Statut consultatif général, 19??)

Buts et objectifs

Les droits des femmes font partie des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont indivisibles, interdépendants et intimement reliés. L'Alliance internationale des femmes (AIF) affirme que la jouissance pleine et égale des droits de l'homme est un dû de toutes les femmes et de toutes les filles. L'AIF soutient que la ratification universelle et l'application sans réserve de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est une condition essentielle au respect de ces droits. Il est également nécessaire d'entreprendre des activités prioritaires dans les domaines des droits civils et politiques; de l'éducation pour tous : notions élémentaires de droit; et de la violence et la santé.

Composition en décembre 1997

Total : 638 membres dans 72 pays

Distribution géographique

	<u>Nombre de membres</u>	<u>Nombre de pays</u>
Europe occidentale	400	17
Europe orientale	17	7
Moyen-Orient	23	4
Afrique	64	21
Asie	37	7
Amériques	42	10
Pacifique	55	6

Depuis 1993, des organisations des pays suivants se sont associées à l'AIF : Togo, Yougoslavie, Japon, Mozambique, Afrique du Sud, Irlande, République de Bachkirie et Egypte.

Questions financières. L'AIF tire ses revenus des cotisations de ses membres et des intérêts sur ses dépôts à terme. Quelques affiliés et associés qui ne peuvent pas payer leurs cotisations demeurent membres pendant un certain nombre d'années selon les circonstances de l'espèce.

Le Secrétaire et le Trésorier recouvrent chacun leurs dépenses.

Les voyages et autres coûts sont payés par des particuliers ou des affiliés.

/...

Représentation de l'AIF

Réunions internationales

a) New York :

i) Conseil économique et social : 1994, 1995, 1996 et 1997 (New York et Genève);

ii) Trente-huitième, trente-neuvième, quarantième et quarante et unième sessions de la Commission de la condition de la femme;

iii) Deuxième, troisième, quatrième et cinquième sessions de la Commission du développement durable;

iv) 1995 : Comité préparatoire de la quatrième Conférence sur les femmes;

v) 1996 : Comité d'ONG auprès l'UNICEF.

b) Vienne :

i) Neuvième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants : réunion préparatoire de 1994 pour la région de l'Europe;

ii) 1995 : Commission économique pour l'Europe, Réunion préparatoire régionale pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing;

iii) 1996 : Cinquième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

iv) 1997 : Quarantième session de la Commission des stupéfiants;

v) 1997 : Cinquième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale;

c) Genève :

i) Comité des droits de l'homme : 1994, 1995 et 1996;

ii) 1996 : Sous-Comité de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités : racisme; condition de la femme;

1996 : Groupes de travail sur les droits de l'homme des femmes; pratiques traditionnelles; rôle actif lors de la préparation des déclarations soumises par les ONG;

iii) Organisation internationale du Travail (OIT) : 1994 à 1997, quatre-vingt-deuxième à quatre-vingt-cinquième Conférences générales; 1994 : Accord sur le travail indépendant;

1996 : Groupes de travail sur les femmes et l'emploi; le travail au foyer; le travail des enfants; rôle actif lors de la préparation des déclarations soumises sur ces questions;

iv) 1996 : AIF, Table ronde sur les droits de l'homme et les établissements humains;

v) Organisation mondiale de la santé (OMS) : 1994 à 1997, quarante-huitième à cinquantième Assemblées de l'OMS; collaboration avec les Groupes de travail des ONG sur les soins de santé primaire; les pratiques traditionnelles nuisibles aux femmes et aux enfants; l'abus des drogues; membre du Groupe de travail sur la santé du Comité d'ONG sur la condition de la femme;

d) Le Caire :

1994 : Conférence internationale sur la population et le développement;

e) Copenhague :

1995 : Commission du développement social; de nombreux affiliés y ont également participé;

f) Beijing :

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes : tous les affiliés ont envoyé des délégations au Forum;

g) Paris :

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) : vingt-huitième et vingt-neuvième Conférences générales;

1995 : quatrième Conférence mondiale sur les femmes : le représentant faisait partie de la délégation française;

1996 : projets de l'UNESCO en faveur des femmes francophones d'Europe du Sud et du Nord;

h) Rome :

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/ONG : 1995 : Consultations avec le Comité de la condition de la femme;

i) Istanbul :

1995 : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II).

Réunions régionales

a) 1995 : a participé à toutes les réunions régionales du Comité préparatoire pour la Conférence de Beijing;

b) 1994-1996 : Réunions régionales tenues avant le Sommet mondial de l'alimentation de la FAO;

c) 1997 : Manille, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), Réunion ministérielle sur le développement social; Sydney, déclaration sur la violence à l'égard des femmes; Genève, OMS, déclaration sur la santé en matière de procréation; le droit à la santé (AIF).

Réunions annuelles et congrès triennaux

a) 1994 : Pays-Bas, Réunion internationale de l'AIF

b) 1995 : Beijing : Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; séance à huis clos.

c) 1996 : Chypre : Réunion tenue avant le Congrès; Calcutta, Congrès et séminaire triennaux de l'AIF sur "La fillette";

d) 1997 : Séance à huis clos (relais téléphonique international); Paris, Réunion du conseil d'administration de l'AIF et Séminaire intitulé "Bringing home Beijing"; élection au Conseil d'administration de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO);

Activités sélectionnées

a) 1994-1997 : Commission de la condition de la femme : déclarations écrites ou orales présentées selon le cas;

b) 1994-1995 : Réunions du Comité préparatoire pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes; participation aux travaux d'ONG à intérêts parallèles;

c) Consultations, participation à des ateliers, groupes restreints et séminaires;

d) 1995-1997 : Projet de Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; groupe de travail à composition non limitée chargé de l'élaboration du projet.

Autres activités

a) 1994-1997 : ONG/Commission pour le développement durable : Science et technologie; groupes restreints; l'AIF a rempli les fonctions de Président; organisation d'une table ronde, de discussions et d'ateliers;

b) 1995 : "La planification familiale pour tous", résultat des travaux d'un groupe de travail conjoint Conférence internationale sur la population et le développement/Association internationale des femmes médecins;

1994-1997 : distribution de Safe Motherhood Newsletter et autres publications pertinentes de l'OMS, particulièrement aux affiliés des pays en développement;

c) 1994-1997 : Information (affiliés à l'OMS) : viol; mutilation génitale des femmes; ménopause; l'impact des maris sur la santé des femmes;

d) CONGO, participation aux travaux du groupe sur la santé des femmes;

e) 1997 : Comité de coordination d'ONG sur la Convention relative aux droits de l'enfant; l'AIF devient membre du Comité;

f) 1997 : Assemblée mondiale de la santé : collaboration avec la Confédération internationale des sages-femmes : Santé en matière de procréation;

g) 1997 : Rapport au Groupe d'ONG sur la Convention relative aux droits de l'enfant, Genève;

h) 1997 : Commission de la condition de la femme, New York; Fédération syndicale mondiale : déclaration écrite sur les moyens de promouvoir et favoriser l'exercice par les femmes de leur droit d'association et sur la sécurité alimentaire;

i) 1997 : Commission des droits de l'homme, Genève; déclaration conjointe avec le Comité spécial des ONG chargé des droits de l'homme sur l'indépendance des Rapporteurs spéciaux;

j) 1997 : OMS : Recommandation d'un groupe spécial d'ONG au Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes concernant le projet de Recommandation générale sur la santé;

k) 1997 : OMS : inclusion de l'AIF au nouveau groupe d'ONG sur la santé en matière de procréation, santé de la famille et des collectivités et sur les questions de population;

l) 1997 : Conférence internationale de Francfort sur la vie des femmes et le cancer;

m) 1997 : Participation à la Coalition mondiale sur la santé des femmes;

n) 1997 : membre du Comité chargé de la célébration du suffrage des femmes en Australie occidentale;

1997 : Appui à la Journée des femmes rurales : promotion de la Journée des femmes rurales de 1998 et Comité sur la sécurité alimentaire.

2. SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL

(Statut consultatif spécial, 1947)

Buts et objectifs

Service social international (SSI) est une organisation non gouvernementale internationale fondée en 1924. Elle a pour but :

a) d'aider ceux qui, à la suite d'une migration volontaire ou forcée ou d'autres problèmes sociaux de caractère international, doivent faire face à des difficultés personnelles ou familiales dont la solution requiert l'adoption de mesures coordonnées dans plusieurs pays ou, dans certains cas, dans le seul pays de résidence des personnes concernées;

b) d'étudier, d'un point de vue international, les conditions et les conséquences des migrations par rapport à la vie individuelle et familiale, et de faire des recommandations ou de prendre les mesures selon les résultats de ces études;

c) de contribuer à la prévention des problèmes sociaux liés aux migrations ou à la mobilité entre pays;

d) d'informer les professionnels et le public des besoins des personnes et des familles migrantes;

e) de créer et entretenir un réseau international d'organes nationaux capable de répondre aux besoins des particuliers et des familles requérant les services de SSI.

SSI a actuellement 19 sections nationales et bureaux affiliés et a des correspondants dans 100 autres pays.

Nouveaux affiliés : Israël (1995), Nouvelle-Zélande (1996).

Des sources additionnelles de financement ont été obtenues grâce à des projets internationaux entrepris dans deux domaines :

a) les enfants séparés de leur famille et les enfants non accompagnés;

b) la protection des enfants et la coopération internationale en matière d'adoption.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Participation :

a) Organisation des Nations Unies : cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, 5 juillet 1995, Genève;

b) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : Comité exécutif et Consultation HCR/Organisations non gouvernementales en octobre 1994,

1995, 1996 et 1997. SSI a contribué tous les ans aux déclarations soumises au Comité exécutif du HCR par le Conseil international des agences bénévoles;

c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) : participation continue par l'intermédiaire du Comité d'ONG auprès de l'UNICEF (SSI est membre du Conseil d'administration depuis 1996);

d) Comité des droits de l'enfant : participation continue par l'intermédiaire du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant.

SSI a également participé aux conférences et séminaires ci-après :

a) Consultation régionale sur l'Etude Graça Machel sur l'impact des conflits armés sur les enfants, Florence (Italie), juin 1996;

b) HCR, Consultation sur les enfants non accompagnés cherchant un asile, Genève, septembre 1996;

c) Comité mixte UNICEF/ONG sur l'atelier de l'UNICEF à WorldAid, Genève, octobre 1996;

d) Les deux conférences de Bellagio sur les enfants non accompagnés, Bellagio (Italie), mars 1994 et janvier 1997.

SSI a soumis des documents à chacune des conférences mentionnées ci-dessus et a présidé la deuxième Conférence tenue à Bellagio.

Coopération avec les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées

Des contraintes budgétaires et en personnel ont obligé SSI à définir les priorités de sa coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Le HCR et l'UNICEF demeurent ses principaux partenaires.

HCR : des accords de projets sont en cours d'exécution avec les sections de SSI en Grèce; en Chine; dans la Région administrative spéciale de Hong-Kong; en France; et en Suisse.

UNICEF : le secrétariat général de SSI a concentré ses efforts particulièrement sur la promotion de la Convention relative aux droits de l'enfant, spécialement en ce qui concerne :

a) les enfants séparés :

i) Série de consultations (1995-1997) sur les enfants de l'ex-Yougoslavie accueillis par des pays d'Europe occidentale;

ii) Intégration dans des familles des enfants du Rwanda séparés ou devenus orphelins à la suite des événements de 1994 (de 1995 à cette date);

b) adoption interpays : SSI a créé un centre de documentation sur la protection des enfants en matière d'adoption interpays. Ses principales activités sont les suivantes :

i) analyser les lois nationales de 30 pays afin d'évaluer leur conformité avec la Convention relative aux droits de l'enfant. Onze de ces analyses ont été publiées par Kluwer Law International/Martinus Nijhoff Publishers, dans deux numéros;

ii) étudier les pratiques suivies dans huit pays;

iii) un service de documentation et d'information est en place à Genève;

iv) l'UNICEF a prié le SSI/Centre de documentation d'aider à déterminer l'ordre du jour et d'identifier les experts pour un atelier de formation tenu en Albanie sur les diverses possibilités qui s'offrent aux familles pour protéger les enfants abandonnés ou risquant d'être abandonnés (décembre 1997).

Autres activités pertinentes

Mise en oeuvre des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Le secrétariat général de SSI continue de diffuser régulièrement les documents et le matériel d'information des Nations Unies portant sur des questions revêtant un intérêt particulier pour les sections de SSI, pour qu'elles puissent prendre les mesures nécessaires le cas échéant, consulter les autorités nationales et tenir les services locaux informés. Des rapports sur la coopération de SSI avec les Nations Unies sont soumis au Comité exécutif une fois par an et au Conseil international plénier tous les trois ans.

Le ISS Newsletter, publié deux fois par an, en anglais et en français, contient des informations sur les activités des Nations Unies, les résolutions, les rapports et les documents et est distribué à 300 partenaires dans tous les continents. Le réseau de SSI se consacre activement à la promotion de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le secrétariat général et certaines sections de SSI ont présenté un document à la Conférence de La Haye dans le cadre de la révision de la Convention relative à la protection des mineurs de 1961 et a assisté, en 1996, à la session de clôture sur le texte révisé. L'objectif principal était d'assurer que les dispositions pertinentes de la Convention relative aux droits de l'enfant étaient incorporées dans la nouvelle convention sur la protection des enfants.

3. SOCIÉTÉ INTERNATIONALE POUR PROTHÈSE ET ORTHÈSE

(Statut consultatif spécial, 1993)

Buts et objectifs

La Société internationale pour prothèse et orthèse, fondée en 1970, est une association multidisciplinaire de professionnels du monde entier qui se consacre à tous les aspects des sciences ou pratiques associées à la fourniture de soins en matière de prothèse et orthèse ou à la technologie en matière de réadaptation.

La Société a pour but d'encourager ses membres à respecter les normes professionnelles les plus élevées et à fournir des soins de haute qualité aux personnes souffrant d'incapacités dans le monde entier. Dans ce but, elle sert d'organe consultatif international agissant avec d'autres organes internationaux et nationaux, fournissant des directives et une coordination et cherchant à obtenir une utilisation optimale des ressources; elle fait fonction de centre d'échange d'information par l'intermédiaire de son journal Prosthetics and Orthotics International et grâce à l'organisation de séminaires, de cours et de conférences; elle favorise et dirige des activités de recherche, de développement et d'évaluation; elle organise, encourage et appuie des activités d'éducation et de formation à l'intention des professionnels dans ce domaine; elle oriente et appuie les activités de ceux qui fournissent des soins aux personnes souffrant d'incapacités; et elle entreprend des projets visant à faciliter une pratique de niveau élevé et participe activement à l'élaboration de normes internationales.

Organisation

La Société est composée de membres professionnels individuels. Elle a plus de 2 600 membres dans plus de 75 pays du monde entier. Le nombre total de ses membres s'est accru au rythme d'environ 74 par an au cours des 12 dernières années. Lorsqu'il y a plus de cinq membres dans un pays ou une région donnée, ils peuvent former une Société membre nationale ou régionale. Les Sociétés nationales membres sélectionnent des représentants au comité international. Ce comité a pour mandat d'assurer que les politiques, les plans et les activités de la Société reflètent les buts et les aspirations de ses membres et ses différences professionnelles, culturelles et géographiques.

Le Comité international élit un Conseil exécutif qui supervise les activités de la Société et de ses divers comités, prend les mesures directives nécessaires et s'efforce d'assurer que des ressources adéquates sont disponibles pour financer toutes les activités en cours de la Société.

Tous les trois ans, une Assemblée de tous les membres est organisée dans le cadre du Congrès mondial de la Société.

Activités

Bien que les Sociétés nationales membres puissent être très actives dans leurs propres pays, le présent rapport est consacré aux activités internationales de la Société.

Conférences de consensus

Ces conférences, qui durent en général de cinq à sept jours, réunissent des experts éminents et des représentants de régions clés et des ONG intéressées afin de discuter d'une question d'intérêt majeur et d'arriver à un consensus sur les meilleures pratiques et les besoins futurs. Au cours de la période 1994-1997, les conférences de consensus suivantes ont été tenues :

- a) 1994, Durham, Caroline du Nord (Etats-Unis d'Amérique) :
 - i) identifier les meilleures pratiques en matière de gestion conservatrice des membres inférieurs dans les cas de paralysie cérébrale;
 - ii) le rapport a été publié en 1995;
- b) 1995, Phnom Penh (Cambodge) :
 - i) étudier la technologie en matière de prothèse appropriée aux pays en développement;
 - ii) tenue en collaboration avec l'Agency for International Development des Etats-Unis (USAID) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS);
 - iii) l'USAID a fourni un financement important;
 - iv) le rapport a été publié en 1996;
- c) 1997, Hammamet (Tunisie) :
 - i) examiner le traitement par la chirurgie et l'orthèse de la poliomyélite chronique et du syndrome post-polio;
 - ii) tenue en collaboration avec l'OMS;
 - iii) le rapport doit paraître en 1998.

Cours

Au cours des quatre dernières années, la Société a organisé, comme suit, une série de cours intitulés "Amputation Surgery and Related Prosthetics" comprenant des exposés d'experts internationalement connus et de professionnels locaux :

- a) 1994 : Pattaya (Thaïlande);
- b) 1994 : Ljubljana (Slovénie);
- c) 1994 : Madras (Inde);
- d) 1997 : Helsingborg (Suède);
- e) 1997 : Japour (Inde).

Normes en matière d'éducation

La Société attache une grande importance à la qualité de l'éducation et de la formation fournies aux orthopédistes. Afin d'encourager les meilleures éducation et formation possibles dans les pays à faible revenu, la Société entreprend, sur invitation, des inspections dans les écoles, et approuve les cours de toute école qui atteint le niveau de qualité requis. La Société a élaboré une pochette d'information (octobre 1997) qui comprend un profil professionnel, des objectifs d'apprentissage et le contenu/format d'examen à l'intention des orthopédistes de la catégorie II (technicien orthopédiste). Cela sera d'une grande utilité aux écoles existantes et à ceux qui désirent mettre sur pied de nouveaux programmes d'enseignement dans les pays à faible revenu. Un document semblable est en cours d'élaboration afin d'aider les programmes d'enseignement du monde industrialisé.

Diffusion de l'information

La Société publie Prosthetics and Orthotics International qui est un journal de référence jouissant d'une grande renommée dans le domaine de la prothèse et de l'orthèse.

Plus récemment, la Société a créé une page sur Internet (www.I-S-P-O.org).

Affiliation avec d'autres organisations

Outre qu'elle est dotée du Statut consultatif spécial (catégorie II) auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, la Société entretient des relations officielles avec l'OMS. La Société a participé à des consultations informelles avec l'OMS et a organisé, en collaboration avec l'OMS, un certain nombre de Conférences de consensus et de cours mentionnés ci-dessus.

La Société est membre de Rehabilitation International et entretient d'étroites relations de travail avec :

Institut africain de réadaptation (ARI)
Agence allemande de coopération technique
Fondation allemande pour le développement international (DSE)
Handicap International (HI)
Union internationale des techniciens orthopédistes (INTERBOR)
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
International Commission on Technology and Access (ICTA)
Association internationale des techniciens de chaussures orthopédiques
Agency for International Development des Etats-Unis (USAID)
World Orthopedic Concern (WOC)
World Rehabilitation Fund (WRF)

Conclusion

Au cours des quatre dernières années, la Société a attaché une grande importance au statut dont elle est dotée auprès des Nations Unies. Dans les efforts qu'elle déploie afin d'aider tous les peuples souffrant d'incapacités à donner leur pleine mesure, la Société attache une grande valeur à ses relations avec les Nations Unies et en tire appui et encouragement.

4. INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE

(Statut consultatif spécial, 1947)

Créé en 1885, l'Institut international de statistique (IIS) est une des associations scientifiques internationales les plus anciennes fonctionnant dans le monde actuel. L'Institut est une association autonome qui vise à développer et à améliorer les méthodes statistiques et leurs applications dans le monde entier, à encourager la coopération internationale et l'association entre les statisticiens et l'échange de leur expérience professionnelle et des résultats de leurs recherches; à développer l'intégration internationale des statistiques en développement au niveau mondial en intensifiant les relations entre les institutions statistiques et les autres organisations tant officielles qu'officieuses portant intérêt aux statistiques; à contribuer à l'amélioration de l'enseignement en matière de statistiques et promouvoir la formation dans ce domaine; à faire progresser l'étude de la théorie statistique, évaluer les méthodes et les pratiques statistiques, favoriser la recherche statistique et encourager l'application des méthodes statistiques dans tous les domaines pertinents; à promouvoir l'utilisation des méthodes statistiques les plus appropriées dans tous les pays; et à améliorer la comparabilité internationale des données statistiques.

Conférences, séminaires et sessions

Au cours de la période 1994-1997, l'IIS a tenu deux sessions biennales. La cinquantième session, tenue à Beijing du 21 au 20 août 1995 a réuni plus de 1 200 participants internationaux. Des réunions ouvertes ont été tenues pour étudier diverses questions. La cinquante et unième session, tenue à Istanbul (Turquie) du 18 au 26 août 1997, a également remporté un grand succès, avec plus de 1 700 participants des cinq continents. Pour la première fois, plus d'une douzaine d'organisations ont participé à l'organisation d'une réunion préparatoire de la session pour laquelle des communications étaient sollicitées. Pour la première fois également, l'IIS a organisé, lors de la session de Beijing, un atelier de trois jours sur l'intégration statistique à l'intention des Directeurs des Bureaux nationaux de statistique en Asie. L'IIS remercie la Banque asiatique de développement pour l'appui qu'elle lui a fourni lors de l'atelier.

A la suite des septième et huitième concours réservés à de jeunes statisticiens provenant de pays en développement, six lauréats ont bénéficié de la prise en charge de leur voyage et de leurs frais de séjour afin de participer à la session de Beijing et d'Istanbul respectivement (trois à chaque session). Leur participation était financée par l'International Statistisch Studiefonds, fonds spécial créé au cours de la quarante-cinquième session à Amsterdam afin d'aider au développement des statistiques dans les pays en développement.

La quatrième Conférence internationale sur l'enseignement des statistiques, tenue du 25 au 30 juillet 1994 à Marrakech (Maroc) a remporté un grand succès, avec plus de 300 participants représentant plus de 30 pays. La conférence avait un large programme traitant de questions clefs dans le domaine de l'enseignement des statistiques à tous les niveaux et de la promotion de l'importance de l'idée que se fait le grand public des statistiques.

L'IIS a lancé un programme dans le cadre duquel des séminaires d'information sur les statistiques internationales sont offerts aux statisticiens en chef qui désirent élargir leurs connaissances des accords internationaux existants, y compris l'étude du fonctionnement d'un réseau de plus en plus complexe. Le projet a été organisé en coopération avec l'Institut pour la formation des statisticiens européens. Le séminaire, tenu du 16 au 28 octobre 1995, a réuni plus d'une douzaine de personnes du monde entier. Ce programme réussi a été répété du 4 au 16 novembre 1996, avec 18 participants d'Asie, d'Europe orientale et occidentale, d'Amérique du Sud et du Moyen-Orient. Le Séminaire d'information de 1997 a été reporté aux 2 à 4 juin 1998.

L'IIS a récemment organisé une nouvelle catégorie de réunions, les conférences d'actualité. Par rapport aux sessions de l'IIS, où sont examinés une large gamme de thèmes, les conférences spéciales, réunissant de 100 à 120 personnes, ne traitent à l'avance que d'un groupe de documents (en général huit documents) à thème plus restreint, bien que manière très large.

Les nouvelles conférences d'actualité, bien qu'elles examinent approximativement le même nombre de documents (entre cinq et huit présentations), ont pour but de discuter de questions particulières touchant les faits nouveaux survenus dans le domaine des statistiques et visent principalement les personnes qui travaillent dans des domaines naissants. On s'attend à ce que de 40 à 50 personnes assistent à ces conférences.

Entre le 23 et le 25 septembre 1996, une Conférence d'actualité a été tenue à Zurich sur les mathématiques financières, l'assurance et la société. La réunion a été organisée par P. Embrechts (ETH Zurich) et O. Barndorff-Nielsen (Aarhus) et comprenait huit présentations très intéressantes.

Une conférence d'actualité sur les problèmes statistiques en sociologie a été tenue à Nuffield College, Oxford les 14 et 15 novembre 1996 avec l'appui de l'Economic and Social Research Council du Royaume-Uni et Nuffield College, en association avec l'IIS. L'un des objectifs principaux de la réunion était de d'identifier les problèmes auxquels s'intéressaient les chercheurs en sociologie. Un certain nombre d'éminents sociologues y ont pris part ainsi qu'un groupe de statisticiens s'intéressant à ce domaine particulier.

En collaboration avec le Bureau national de statistique de la République de Corée, il a été tenu une conférence d'actualité du 3 mars au 2 avril 1997 à Séoul afin d'examiner les problèmes démographiques des pays passant à une économie de marché, un accent particulier étant mis sur la mortalité et les tendances de la fécondité. Outre les contributions importantes apportées par nos collègues de Séoul, des statisticiens et des démographes de plusieurs pays et de trois continents (Europe, Asie et Amérique) y ont participé.

Les 21 et 22 avril 1997, une conférence d'actualité intitulée "Stock Market Indexes and Trading in Derivatives" a été tenue en Chine, dans la région administrative spéciale de Hong-kong. La Conférence a été coparrainée par HSI Services Ltd. (filiale de Hang Seng Bank), par le Département du recensement et des statistiques de Hong-kong et par la Hong Kong Baptist University. Les intervenants et les participants à la Conférence venaient d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Asie et d'Australie.

Les 10 et 11 novembre 1997, à Vooburg (Pays-Bas), il a été tenu une conférence d'actualité intitulée "Studying Poverty: Sir Frederick Morton Eden and Beyond", commémorant l'oeuvre d'Eden publiée en trois volumes en 1797 : The State of the Poor or a History of the Labouring Class in England from the Conquest to the Present Period. La Conférence, à laquelle ont assisté environ 50 participants, a été accueillie par Statistics Netherlands, et organisée conjointement par l'Institute of Social Studies et la Banque mondiale.

Publications

Généralement considérée comme la revue principale de l'IIS, l'International Statistical Review a continué petit à petit à se transformer en une publication d'intérêt général pour tous les membres. A commencer par la nomination de deux nouveaux éditeurs, l'International Statistical Review vise à inclure une plus grande variété de documents d'examen tant théoriques que techniques, comme indiqué dans leur nouvelle politique éditoriale. Statistical Theory and Method Abstracts continue de fournir une couverture mondiale d'articles publiés sur les statistiques mathématiques et la probabilité. L'IIS Newsletter a continué son rôle visant à fournir un rapport à jour des activités entreprises par l'IIS dans le monde entier. Short Book Reviews fournit aux statisticiens un service rapide de compte rendu de livres sur les statistiques et sujets connexes publiés dans le monde entier. Les actes des quarante-neuvième et cinquantième sessions ont été publiés dans les volumes 57 et 58 de l'IIS Bulletin. Le Comité exécutif est très reconnaissant aux comités d'organisation locaux italien et chinois pour le travail ardu qu'ils ont fourni pour la publication de ces volumes. En 1995 et 1997, l'IIS a de nouveau publié et distribué une version mise à jour du répertoire de ses membres. Contrairement aux versions précédentes, le présent répertoire comprend également (le cas échéant) les numéros de téléphone, de fac-similé et de télécopie et comprend le "Directory of Statistical Societies" et le "Directory of Statistical Agencies". Les travaux se poursuivent sur le volume intitulé Statisticians of the Centuries. Son but est de rassembler des informations, couvrant approximativement les 300 dernières années, sur les statisticiens les plus éminents de différents pays. Pour chaque personne sélectionnée, il sera fourni des informations biographiques, des références sur les résultats scientifiques, l'influence internationale (le cas échéant) et d'autres questions et un portrait (dessin, peinture ou photographie) seront reproduits dans le volume lorsque cela sera possible. Il devrait être publié vers la fin de 1998. Le livre The Assessment Challenge in Statistics Education, édité par Iddo Gal et Joan Garfield, a été publié. Le livre, publié conjointement par l'IIS et l'IOS Press, comprend 19 chapitres rédigés par des enseignants et des chercheurs éminents de plusieurs pays, qui discutent des questions conceptuelles et pragmatiques de l'évaluation des connaissances statistiques, des techniques d'argumentation et des dispositions des étudiants dans divers contextes de l'enseignement, tant au niveau du collège que des écoles secondaires de deuxième cycle.

Activités de recherche

Les travaux sur les statistiques des grandes villes ont été poursuivis en coopération avec NUREC (Network of Urban Research in the European Union), la Division de statistique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Habitat II et l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV). La cinquante et unième session a donné lieu à une réunion spéciale traitant de ce

sujet, qui sera suivi au cours de la session d'Istanbul. NUREC a maintenant reçu les résultats du Projet sur les statistiques des grandes villes au Bureau de statistique de Duisburg (Allemagne), et a le plaisir de faire savoir que les taux de réponse à ce questionnaire ont été très élevés. En conséquence, un plus grand pourcentage que prévu de données sur les grandes villes du monde (plus de 100 000 habitants), couvrant une large gamme d'indicateurs sur la démographie, la structure économique, le logement, l'infrastructure, l'emploi, les finances publiques locales, etc. sont disponibles. Ces travaux témoignent d'un renouveau prometteur de l'oeuvre entreprise antérieurement par l'IIS sur le sujet.

L'IIS s'étant fixé pour but de renforcer son engagement déjà solide à l'amélioration des statistiques et des sciences statistiques dans les pays en développement, il devient urgent de disposer d'un dictionnaire d'un prix abordable. L'évolution de l'informatique nous a conduit à élargir notre portée. L'idée est venue de compiler une base de données électronique de laquelle pourraient ressortir plusieurs produits. Ces produits vont de simples dictionnaires imprimés comprenant un nombre limité de termes dans quelques langues à une série complète de programmes d'ordinateur dans de nombreuses langues. Le projet visant à produire un dictionnaire contemporain multilingue de termes statistiques a été mis en route en 1993, avec J. Dragt, membre de haut niveau du Corps exécutif de l'IIS, faisant fonction de directeur de projet et qui a depuis lors rassemblé un grand nombre d'informations dans environ 20 langues. Il a créé une base de données contenant non seulement plus de 3 000 termes statistiques dans plusieurs langues, mais également des textes descriptifs courts, y compris des formules. Une version électronique du Dictionnaire a été élaborée avec une assistance technique fournie par J. G. Bethlehem. Les travaux sur la base de données se poursuivront avec l'aide de spécialistes de plusieurs pays qui fourniront des services consultatifs pour la vérification des traductions. Une étude a également été entreprise pour déterminer comment l'on pourrait inclure les langues n'utilisant pas des scripts romains (telles que le russe, le chinois, le japonais, l'arabe, le grec, l'hébreu, etc.).

Education et promotion des statistiques

Au cours des quelques dernières années, l'IIS a poursuivi son association fructueuse avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Dans le cadre de l'accent mondial mis sur le développement social, l'Unesco a entrepris d'élaborer une stratégie visant à améliorer la collecte et l'analyse d'informations sur l'éducation grâce à des recensements de population et des enquêtes démographiques. En vue d'évaluer de quelle manière les recensements de population sont actuellement utilisés pour rassembler des informations sur l'éducation, l'Unesco et l'IIS ont coopéré au lancement d'une enquête spéciale sur les questions que posent les pays lors de leurs recensements de population. Plus de 100 différents pays ont répondu à l'enquête. Lors de la session d'Istanbul, il a été tenu une réunion afin d'examiner les divers problèmes que posait la question de l'éducation dans les recensements. En 1994, à la suite de suggestions formulées par de nombreux pays membres de l'Unesco, le Directeur général a commandité un examen en profondeur des services statistiques de l'Unesco. Un plan stratégique a été mis sur pied afin de renforcer les programmes et les services statistiques de l'Unesco. Ce plan, soumis au Conseil d'administration de l'Unesco à sa cent-cinquante-deuxième session et à la vingt-neuvième Conférence générale de l'Unesco, a

autorisé l'adoption d'une résolution visant à élaborer des plans en vue de transformer la Division de statistique de l'Unesco en un Institut de statistique de l'Unesco ("Unesco Statistical Institute") (le nom définitif de la nouvelle institution n'a pas encore été déterminé). L'objectif central du nouvel institut est de fournir aux pays et à la communauté internationale une base d'informations comparables internationalement afin d'aider à l'élaboration des politiques dans les domaines des sciences, de l'éducation, de la culture et des communications. Les Etats membres ont suggéré que les plans visant à mettre sur pied l'Institut de statistique de l'Unesco devraient être fondés sur des consultations avec des services et institutions nationaux et internationaux, et comprendre des informations sur le programme de travail proposé et les collaborateurs attendus ainsi que d'autres questions financières et de gestion. L'Unesco a demandé à l'IIS de coopérer au lancement du processus de consultation. En conséquence, l'IIS a envoyé des lettres à plus de 185 instituts nationaux de statistique/bureaux de statistique afin d'obtenir des vues sur la façon dont ces organisations pourraient coopérer pour aider le nouvel institut à accomplir sa tâche, et explorer de quelle manière l'institut pourrait travailler avec les divers pays coopérants. Les résultats de l'enquête seront compilés et soumis à l'Unesco aux fins d'un examen plus approfondi. L'IIS doit promouvoir et faciliter les contacts et la coopération dans des domaines d'intérêt commun, par voie de consultations, entre le nouvel Institut de l'Unesco et les instituts/bureaux de statistiques nationaux.

Le Centre international de formation statistique, à Calcutta, est géré par l'IIS et le Statistical Institute de l'Inde, sous les auspices de l'Unesco et du Gouvernement indien. Le Centre fournit une formation aux statistiques théoriques et appliquées à différents niveaux à des participants sélectionnés de pays du Moyen-Orient, du Sud et du Sud de l'Asie et de l'Extrême Orient et de pays du Commonwealth en Asie. Le Centre offre tous les ans un cours de formation régulier de 10 mois (juin à mars). L'IIS a été heureux d'appuyer la visite au Centre du Professeur W. S. Perriman (4 janvier au 14 février 1997) pour prendre part à des sessions de formation régulières, faire des exposés et participer à des séminaires.

Des discussions sont actuellement en cours avec des représentants de l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique quant à la possibilité de mettre sur pied un service du même type que le Centre au Mexique. Les représentants de l'Institut national de statistique ont réagi positivement et les discussions doivent se poursuivre. La création d'un centre international de formation statistique à Ankara (Turquie) est également en cours afin de répondre aux besoins de cette région. Enfin, l'IIS continue de participer activement aux activités organisées pour commémorer d'importants événements historiques survenus dans le domaine des statistiques.

En 1996, l'IIS a participé aux activités du bicentenaire dédiées à Adolphe Quetelet qui ont eu lieu à Bruxelles (Belgique). Le colloque a remporté un grand succès, bénéficiant des contributions de plusieurs membres de l'IIS qui ont soumis des documents examinant les divers aspects de la vie et de l'oeuvre de Quetelet.

Du 18 au 20 novembre 1996, le Swiss Federal Statistical Office, en coopération avec l'ETH Zurich, l'Université de Genève et les autorités du Canton de Ticino ont organisé une conférence fort intéressante pour célébrer le bicentenaire de la naissance de Stefano Franscini en 1796.

5. INTERNATIONAL SOCIETY FOR TRAUMATIC STRESS STUDIES

(Statut consultatif spécial, 1993)

Buts et objectifs

L'International Society for Traumatic Stress Studies (ISTSS) se consacre à la découverte et à la diffusion des connaissances et à la promotion des politiques, programmes et services visant à réduire les facteurs de tension traumatisants et leurs conséquences à court et à long terme. Depuis sa fondation en 1985, la Société a été une instance où sont mis en commun les résultats de recherches, les stratégies cliniques, les questions d'intérêt public et les formulations théoriques sur le traumatisme dans le monde grâce à des programmes et publications en matière d'éducation et de formation. De par son attachement aux dimensions internationales du stress traumatisant, la participation de l'ISTSS aux travaux pertinents de l'Organisation des Nations Unies fait partie intégrante de sa mission. Depuis 1993, le nombre de pays membres de la Société est passé de 29 à 39.

Participation aux travaux du Conseil économique et social
et de ses organes subsidiaires

Les représentants d'ISTSS ont assisté aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, notamment de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, de la Commission des droits de l'homme et de son Sous-Comité de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, par exemple le Groupe de travail chargé des populations autochtones, la Commission de la population et du développement, la Commission du développement social, la Commission de la condition de la femme et la Commission du développement durable.

Les représentants de l'ISTSS ont soumis des déclarations orales ou écrites lors des réunions suivantes :

a) Le 24 mars 1994, lors d'un dîner offert par Ruth Limjuco, Ambassadrice des Philippines auprès des Nations Unies, aux délégués du Conseil économique et social, un représentant a prononcé un discours sur les traumatismes, particulièrement chez les femmes migrantes;

b) Au neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu au Caire du 29 avril au 8 mai 1995, les représentants de l'ISTSS ont fait des déclarations en séance plénière sur les mesures à prendre pour lutter contre le crime organisé au niveau national et transnational et le rôle du droit pénal en matière de protection de l'environnement : expériences nationales et coopération internationale (3 mai) et ont organisé deux réunions connexes sur la réintégration des enfants à la suite de guerre ou autres situations de violence communautaire (4 mai); et sur les victimes de stress traumatisant : respect, rétablissement, indemnisation et protection (6 mai);

c) Conférence sur la Journée internationale des handicapés (3 décembre 1996);

d) Un représentant a participé aux discussions informelles tenues lors de la trente-cinquième session de la Commission du développement social (mars 1997);

e) Réunion du Conseil d'administration de l'UNICEF (janvier 1997, points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour; document E/ICEF/1997/2/8 (novembre 1996);

f) Un représentant a participé aux travaux d'un groupe de travail chargé de l'élaboration d'une résolution concernant les enfants handicapés en vue de son adoption par la Commission du développement social (mars 1997).

Participation à des conférences internationales :

a) Sommet mondial pour le développement social (mars 1995), Copenhague (Danemark), et participation à la session du Comité préparatoire chargé de l'élaboration de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social;

b) Quatrième Conférence sur les femmes (septembre 1995, Beijing, Chine), à la suite de trois années de travaux avec les gouvernements et les ONG afin d'assurer l'inclusion des questions relatives au stress traumatisant dans le texte définitif du Programme d'action;

c) Le neuvième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (29 avril-8 mai 1995, Le Caire, Egypte);

d) La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (juin 1996, Istanbul, Turquie)

Coopération avec les programmes et organes de
l'Organisation des Nations Unies

L'ISTSS a contribué à la planification de la réunion consacrée à Journée mondiale de la santé mentale (9 octobre 1997), coparrainée par le Comité des ONG pour la santé mentale, le Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mettant l'accent sur les enfants vivant dans des circonstances particulièrement difficiles : conséquences sur la santé mentale.

Un représentant de l'ISTSS a participé à toutes les réunions du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, faisant de nombreuses déclarations orales et écrites. Sur invitation, le représentant a assisté à une conférence internationale connexe (15-22 septembre 1997, Syracuse, Italie) intitulée "Reigning in Impunity for International Crimes and Serious Violations of Fundamental Human Rights".

Sur l'invitation de la Commission de la prévention du crime et la justice pénale, un représentant a participé à deux réunions du Groupe d'experts sur les victimes de la criminalité et les victimes des abus de pouvoir dans le contexte international (15-23 décembre 1995, Vienne; 9-12 août 1996, Tulsa, Oklahoma).

Un représentant a été membre du Conseil d'administration du Conseil consultatif professionnel et scientifique international de la Commission de la

prévention du crime et de la justice pénale (14-16 janvier, Milan; 16-19 septembre 1994, Trento, Italie) et l'Alliance d'ONG pour la lutte contre la criminalité et la justice pénale (New York).

Autres activités pertinentes

Deux représentants de l'ISTSS ont été élus membres d'un Bureau intérimaire de neuf membres du Comité d'ONG sur la santé mentale nouvellement créé (16 mai 1996) et un représentant a été élu au Comité exécutif permanent (janvier 1997). Ce Comité travaille en étroite coopération avec le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires.

Sur l'invitation du Département de la justice du Mexique, un représentant de l'ISTSS a été un orateur principal au "Forge Internacional de Prevencion y Violencia Domestica" (14-18 novembre 1996, Guadelajara, Mexique).

Sur l'invitation du Gouvernement croate, un représentant a participé à deux missions visant à former des professionnels, y compris des fonctionnaires de l'OMS, à l'assistance aux victimes de traumatismes (5-11 juin 1995, Dubrovnik; 24-29 mai 1996, Opatija).

Consultations et coopération avec des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies

L'ISTSS entreprend régulièrement des consultations avec des fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies. Parmi ceux-ci il convient de citer : John Langmore, Directeur de la Division des politiques sociales et du développement social; Janet Nelson, Spécialiste hors-classe des relations avec le public de l'UNICEF; Jane Connors, Chef du Groupe des droits des femmes de la Division de la promotion de la femme; Akiko Ito, Spécialiste des questions sociales, Division des politiques sociales et du développement social; Hans Corell, Conseiller juridique; Gillian Sorenson, Sous-Secrétaire général; Rosario Green, Sous-Secrétaire général; Eduardo Vetere, Directeur de la Sous-Division de la prévention du crime et de la justice pénale, Bureau des Nations Unies à Vienne; Elsa Stamatopoulou, Chef du Bureau de New York du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme; Nigel S. Rodley, Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture de la Commission des droits de l'homme; John Orley, OMS, Genève; Mary Petevi, HCR, Genève; Phillippe L. Boulle, Département des affaires humanitaires, Genève; Flavio Del Ponte, Département des opérations de maintien de la paix; Christine Ainetter Brautigam, Commission de la condition de la femme.

Etudes et articles relatifs à l'Organisation des Nations Unies

Un représentant d'ISTSS a rempli les fonctions d'éditeur-en-chef du livre International Responses to Traumatic Stress: Humanitarian, Human Rights, Justice, Peace and Development Contributions, Collaborative Actions and Future Initiatives Y. Danieli, N.S. Rodley & L. Weisath, Ed., publié en 1996 pour les Nations Unies par Baywood Publishing Company, Inc. Le livre, qui contient un avant-propos du Secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, a été lancé le 5 décembre 1995 lors d'une réunion tenue au Siège de l'ONU dans la salle du Conseil de tutelle. Cette réunion était organisée par les

Gouvernements de la Norvège et des Philippines. L'Organisation des Nations Unies reçoit des droits d'auteurs pour le livre.

Au cours de la période 1994-1997, des représentants de l'ISTSS ont rédigé sept articles sur les Nations Unies, publiés dans le bulletin de la Société, Traumatic Stress Points : "World Summit for Social Development", vol. 9, No 2 (printemps 1995); "United Nations Congress addresses crime prevention and offender treatment", vol. 9, No 3 (été 1995); "Beijing and beyond", vol. 10, No 2 (printemps 1996); "Building bridges to the next millenium: the blueprints are ready", vol.11, No 2 (printemps 1997), "United Nations commitment to the status of mentally disabled persons in developing countries", vol. 11, No 3 (automne 1997); "Armed conflicts' impact on children : a United Nations report", vol. 11, No 1 (hiver 1997); "A step toward meeting the rights of victims", vol. 12, No 1 (hiver 1998).

6. ALLIANCE INTERNATIONALE DU TOURISME

(Statut consultatif spécial, 1947)

Introduction, buts et objectifs

Conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, l'Alliance internationale du tourisme (AIT) a le plaisir de soumettre ci-dessous son rapport quadriennal pour la période 1994-1997.

L'Alliance internationale du tourisme (AIT) est une fédération d'associations automobiles, clubs de tourisme et organes touristiques, comprenant 134 associations membres dans 97 pays du monde. Les associations membres de l'AIT comptent près de 105 millions de membres individuels dans le monde. En tant qu'organisation d'une telle portée et importance représentant aussi bien les intérêts du motoriste que ceux du touriste en général, ses vues font autorité et elle jouit d'un prestige international considérable.

Depuis sa fondation en 1898, l'AIT a appuyé et encouragé le rôle essentiel joué par le tourisme dans la promotion de la compréhension internationale. L'un de ses principaux objectifs est de faciliter les voyages touristiques, particulièrement en ce qui concerne les barrières qui restreignent les mouvements à travers les frontières nationales. Face à l'intensification de la motorisation qui dorénavant représente la majeure partie des voyages touristiques et privés journaliers, l'AIT s'efforce de faire harmoniser les règles internationales en matière de circulation routière et de protéger les utilisateurs des routes contre des impôts, un contrôle et une législation abusifs et contraignants.

Elle reconnaît l'importance vitale que jouent les voyages en voitures particulières et les transports publics pour ce qui est d'améliorer le niveau de vie des peuples et l'économie nationale. L'AIT vise donc à promouvoir toutes les mesures qui peuvent contribuer à la sécurité routière et à l'utilisation responsable de tous les moyens de transport.

L'AIT a en outre pour objectifs :

- a) de coordonner un système de services réciproques entre les organisations membres à l'intention de leurs membres individuels lorsqu'ils voyagent à l'étranger;
- b) d'étudier, faire des recommandations et divulguer l'information sur les questions relatives au tourisme et à la mobilité;
- c) de prendre part aux réunions et conférences pertinentes et d'entretenir des relations étroites avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales.

Les principaux domaines de compétence de l'AIT sont ceux ayant trait au mouvement des populations : tourisme, mobilité, facilitation, automobile, routes, infrastructure, sécurité de la circulation routière, conservation de l'énergie et protection de l'environnement.

Coopération avec l'Organisation des Nations Unies

Depuis de nombreuses années, l'AIT travaille en étroite coopération avec les Nations Unies et ses institutions spécialisées.

Chaque année, l'AIT prend part à de nombreuses réunions des divers groupes de travail des Nations Unies, principalement ceux créés dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe (CEE) du Conseil économique et social à Genève. L'AIT assiste également, au Siège de l'ONU à New York, à certaines réunions de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO), aux sessions du Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies, etc. et à des réunions à Vienne.

Dans le cadre de la CEE, l'AIT prend activement part aux travaux des groupes de travail spécialisés, auxquels elle soumet de fréquents rapports écrits ou oraux sur des sujets relatifs au transport, à la sécurité routière, à la construction de véhicules, aux douanes, et à d'autres questions. L'AIT participe aux travaux des groupes de travail suivants : Comité des transports intérieurs, Groupe de travail sur les transports routiers (SC.1), Groupe de travail sur les questions douanières touchant les transports (WP.30), Groupe de travail de la sécurité de la circulation routière (WP.1), Groupe de travail de la construction de véhicules (WP.29), Groupe de travail sur les transports intérieurs par voie navigable (SC.3), Groupe d'experts sur la pollution et l'énergie (WP.29/GRPE), Groupe d'experts sur la sécurité passive (WP.29/GRSP), Groupe de travail sur les tendances et l'aspect économique des transports (WP.5) et la Réunion spéciale sur l'application de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international.

Dans le cadre des activités menées par les groupes de travail spécialisés des Nations Unies, l'AIT joue un rôle important dans certains secteurs. L'AIT a participé activement à la révision de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers privés (1954), de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux (1956) et de la Convention sur la signalisation routière (1968). Dans le contexte des conventions susmentionnées, l'AIT est l'une des principales organisations internationales qui coordonnent et supervisent le réseau de documents des douanes (carnets de passages en douane et triptyques) facilitant le mouvement des véhicules privés et commerciaux à travers les frontières.

L'AIT s'intéresse de près aux activités ayant trait essentiellement aux échanges internationaux dans les domaines du tourisme, de la mobilité, des transports et des questions environnementales, menées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Elle se tient également au courant des travaux connexes entrepris par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CELAC) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).

L'AIT attache une grande importance aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées et, comme le montre son rapport, participe activement à leurs travaux lorsqu'ils ont trait à ses domaines de compétence, particulièrement ceux du tourisme, de la mobilité et des transports.

7. UNION INTERNATIONALE DES VILLES ET POUVOIRS LOCAUX (UIV)

(Statut consultatif général, 1947)

Introduction

Fondée en 1913, l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (UIV) est la plus ancienne et la plus grande association de gouvernements locaux. Le mandat de l'UIV est de promouvoir et d'unir les gouvernements démocratiques locaux du monde entier. L'UIV se consacre au renforcement et à l'amélioration des gouvernements locaux et à la promotion de la coopération et du flux de l'information entre les communautés du monde entier.

Actuellement le réseau mondial de l'UIV se compose d'un Secrétariat mondial et de sept sections régionales servant les intérêts des gouvernements locaux. Ces sections coordonnent des services et programmes avec les associations nationales et institutions connexes. A la fin de 1997, l'UIV avait 392 membres dans 104 pays. De plus, huit organisations et réseaux oeuvrant dans des domaines spécifiques du gouvernement local sont associées à l'UIV.

Participation et coopération

L'UIV a un représentant permanent aux Nations Unies, M. G. Amo Loessner, qui se tient en contact régulièrement avec les fonctionnaires de plusieurs institutions des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'UIV s'est également rendu à New York dans le but exprès d'assister à des réunions des Nations Unies et de s'entretenir avec certains bureaux des Nations Unies. A plusieurs occasions, les dirigeants de l'UIV ont rencontré le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La réunion la plus récente de ce genre a eu lieu en juillet 1997, lorsque le Président Burger de l'UIV a rencontré le Secrétaire général Kofi Annan.

Autres activités

L'UIV a participé activement, dans le domaine du gouvernement local, à trois sessions du Comité préparatoire et à une série de consultations tenues lors des travaux préparatoires pour la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), en juin 1996 à Istanbul. Les 30 et 31 mai 1996, à la veille d'Habitat II, à Istanbul, l'UIV a organisé, en coopération avec d'autres organisations d'autorités locales, l'Assemblée mondiale des villes et des autorités locales. De mai 1995 à juin 1996, l'UIV a tenu les réunions du Secrétariat technique du Groupe des quatre 4+ autorités locales du Comité directeur d'Habitat II. Des contacts réguliers ont été entretenus avec les fonctionnaires du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat); le Secrétaire général de la Conférence a discuté des contributions des gouvernements locaux avec le Comité exécutif mondial de l'UIV lors de sa réunion à La Haye le 3 septembre 1995. L'ensemble du réseau de l'UIV, y compris ses sections régionales et les organisations associées ont déployé un effort considérable afin d'assurer le succès de l'Assemblée mondiale des villes et des autorités locales et d'Habitat II.

L'UIV est demeurée un partenaire actif dans le processus de suivi de la Conférence d'Habitat II, aussi bien directement que par l'intermédiaire de la World Associations of Cities and Local Authorities Coordination (WACLAC).

Plusieurs organismes des Nations Unies ont participé aussi bien aux travaux préparatoires qu'aux Congrès mondiaux de l'UIV en 1995 à La Haye (Pays-Bas) et en 1997 à Maurice. Plusieurs hauts fonctionnaires d'organismes clés ont participé à une Réunion des partenaires internationaux, organisée à La Haye, le 16 mars 1994, par les organisateurs du Congrès de 1995. A la session d'ouverture du Congrès de 1995, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait une déclaration par message vidéo.

Son étroite coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en tant que co-organisateur du Colloque de 1994 sur les Maires et le développement social (août 1994 à New York) a abouti à la signature d'un Mémoire d'accord entre les deux organisations en novembre 1996. En 1997, le PNUD et l'UIV ont coopéré à nouveau lors de la préparation du Colloque des Maires (28-31 juillet 1997 à New York) tenu lors de l'"International Conference on Governance for Sustainable Growth and Equity" du PNUD. Le Colloque a été présidé par le Président Burger de l'UIV. Le Bureau pour la recherche et la formation de l'UIV (organisation associée à l'UIV) a rédigé un rapport de fond et a entrepris pour le PNUD une étude sur les Maires. D'autres possibilités de coopération ont été étudiées en 1997 et doivent prendre corps en 1998.

L'UIV, par l'intermédiaire de ses membres et de son organisation associée, l'International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI), a participé à plusieurs sessions de la Commission du développement social.

L'UIV et certaines de ses sections régionales ont été priées de collaborer étroitement avec d'autres partenaires au Programme de gestion urbaine ainsi qu'au Programme du développement des municipalités.

L'UIV et sa section régionale européenne ont participé activement aux travaux préparatoires (New York, janvier 1995) et à la session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social, tenu en mars 1995 à Copenhague.

L'UIV s'est jointe à la Division de statistique du Secrétariat des Nations Unies et au Centre des Nations Unies pour les établissements humains pour mener à bien le Projet statistique sur les grandes villes, qui a débuté en 1993.

Le Département des services d'appui et de gestion pour le développement du Secrétariat des Nations Unies a prié l'UIV de donner son avis sur le Programme de gestion urbaine et municipale (Metropolitan and Municipal Management Programme).

Le Fonds d'équipement des Nations Unies a prié l'UIV de donner également son avis sur les relations entre les autorités régionales et locales et intergouvernementales.

Le 27 juin 1997, M. Collin Matjila, membre du Comité exécutif mondial de l'UIV a fait une déclaration lors de la dix-neuvième session extraordinaire de

l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au développement durable et Sommet Planète Terre + 5.

Au nom de l'UIV et des autorités locales, l'International Council on Local Environmental Initiatives (ICLEI), organisation associée à l'UIV, a joué un rôle très actif dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Une section régionale de l'UIV participe activement au Fonds d'initiative locale pour l'environnement urbain (LIFE).

A la fin de 1997, l'UIV et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) se sont entretenus et ont entrepris la préparation d'un projet conjoint.

8. UNION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS PUBLICS

(Statut consultatif spécial, 1955)

Historique

Fondée en 1885, l'Union internationale des transports publics (UITP) fournit des services à ses 1 700 membres dans plus de 80 pays et est l'organisation internationale des entreprises, autorités et fournisseurs dans le domaine des transports. Elle constitue une source sérieuse d'informations, de statistiques et d'analyses sur des questions liées à la mobilité urbaine et régionale, y compris tous les modes de transports publics (ferroviaires et routiers). L'UITP fournit des informations sur l'infrastructure, les investissements annuels, les systèmes de parcs, les ressources humaines et les télécommunications et organise des congrès, des conférences et des expositions.

A ce jour, l'UITP compte 1 700 membres, notamment :

- a) Membres (transporteurs, autorités, associations nationales);
- b) Membres associés (industries, universités, consultants, etc.);
- c) Membres particuliers;
- d) Membres honoraires;
- e) Membres des commissions (participant activement aux programmes de travail de l'une des 15 commissions internationales).

Activités générales, 1994-1997

Tous les deux ans, l'UITP organise un congrès accompagné d'une exposition (années impaires). En mai 1995, le Congrès a eu lieu à Paris (France); en 1997 à Stuttgart (Allemagne). Il organise en outre chaque année des conférences sur des thèmes spéciaux :

- a) Février 1994, Bologne : Conférence sur l'encaissement du prix des billets;
- b) Septembre 1994, Bruxelles : Séminaire sur l'introduction du quatrième cadre;
- c) Septembre 1994, Amsterdam : Conférence "Euroday"; Conférence et exposition sur le métro léger;
- d) Novembre 1994, Bruxelles : Séminaire sur le quatrième cadre;
- e) Avril 1995, Florence : Conférence et exposition sur la passation de marchés pour les transports publics;
- f) Mai 1995, Marseille : Conférence préparatoire, voyage d'étude;

g) Août 1995, Bruges : Conférence et exposition sur les innovations dans le domaine des transports publics;

h) Février 1996, Bologne : Conférence sur le revenu intégré et les systèmes de billetterie;

i) Février 1996, Florence : Post-Conférence, voyage d'étude;

j) Avril 1996, Bruxelles : Conférence "Euroday";

k) Mai 1996, Constance : Conférence et exposition sur les transports régionaux;

l) Juin 1996, Gothenbourg : Conférence et exposition sur l'information des voyageurs : que peut faire la technologie?

m) Octobre 1996, San José : Conférence sur le métro léger;

n) Octobre 1996, Los Angeles : Post-Conférence, voyage d'étude;

o) Mai 1997, Berlin/Hannover : Conférence préparatoire, voyage d'étude;

p) Juin 1997, Palerme : Conférence sur les transports régionaux;

q) Novembre 1997, Berlin : Conférence sur la sécurité.

Activités concernant les Nations Unies

Les activités comprenaient :

a) 1995 : L'UITP a collaboré activement à l'élaboration de l'initiative des meilleures pratiques (Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), a parrainé l'initiative des meilleures pratiques en matière de transports);

b) 27 et 28 septembre 1995 : Table ronde : Habitat II et le développement urbain;

c) 6-8 novembre 1998, Shanghaï : Séminaire intitulé "Public Transport for a Growing City; National and Foreign Investment in Bus Operations in China";

d) 5-16 février 1996, New York : Participation aux travaux du Comité préparatoire d'Habitat II;

e) 3-14 juin 1996, Istanbul : Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), participation au Sommet sur les villes d'Habitat II; dialogue sur les transports, intitulé "Transport in the City of Tomorrow" (co-organisateur de cette session : Secrétaire général Pierre Laconte); L'UITP a été représentée par le Secrétaire général Pierre Laconte et Andy Anderson de London Transport Planning;

f) Résultats d'Habitat II : Lors du Sommet sur les villes d'Habitat II, l'UITP, représentée par le Secrétaire général et Andy Anderson a obtenu que

/...

l'ordre du jour soit modifié afin d'y inclure des questions telles que l'engagement d'assurer une gestion durable des transports, et en particulier l'application du principe du pays polluant aux transports; l'appui aux transports publics; et une utilisation de l'infrastructure routière plus efficace et durable;

g) 13 et 14 novembre 1996, Palais des Nations, Genève : Dans le cadre du Groupe de travail sur les statistiques des transports : Deuxième Réunion préparatoire informelle pour l'atelier sur les transports urbains et les statistiques de l'environnement;

h) 13-15 novembre 1996, Palais des Nations, Genève : Groupe de travail sur les statistiques des transports (WP.6), quarante-septième session : participation de l'UITP en tant qu'organisation non gouvernementale représentée par Jack Penissar, consultant; documentation, TRANS/WP.6/131 CES/AC.62/83 du 5 décembre 1996;

i) 22 février-7 mars 1997, Organisation des Nations Unies, New York : L'UITP (représentée par Andy Anderson) a fait pression sur le Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée de la Commission du développement durable chargé d'aider à la préparation de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies;

j) Avril 1997 : Session de la Commission du développement durable;

k) Avril 1997 : Note d'orientation prospective sur l'évolution des politiques des transports au cours des 20 prochaines années envoyé par Jérôme Bindé, Directeur du Service de l'analyse et des prévisions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);

l) 5-7 mai 1997, Genève : Comité préparatoire de la Conférence régionale sur les transports et l'environnement de 1997;

m) 12-15 mai 1997, Washington : Atelier sur les transports urbains de passagers et les statistiques de l'environnement; L'UITP a coparrainé l'atelier avec la Commission économique pour l'Europe (CEE) et le Bureau of Transportation Statistics des Etats-Unis;

n) 23-27 juin 1997, "Sommet Planète Terre II" : l'UITP a participé à l'organisation d'une table ronde sur le thème "Les transports et l'environnement : comment assurer la liaison";

o) 31 juillet-7 août 1997 : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

p) 16 et 17 octobre 1997, Bonn : Climate Network Europe (CNE), Conférence sur les changements climatiques "Targeting Kyoto and Beyond", participation;

q) 12-14 novembre 1997, Vienne : Conférence régionale des Nations Unies sur les transports et l'environnement; l'UITP a participé à l'organisation d'un séminaire sur les statistiques devant être rassemblées; participation d'Andy Anderson au nom de l'UITP;

r) 1er-10 décembre 1997, Kyoto : Conférence de Kyoto sur les changements climatiques; M. Laconte a pris la parole devant la Conférence à laquelle il a participé en tant que membre de la délégation belge et au nom de l'UITP. Promotion du rôle des transports publics dans la lutte contre les changements climatiques en réduisant les émissions de carbone dioxyde.

Pour des informations à jour sur l'UITP, prière de se reporter à la page suivante du Web : www.uitp.com.

9. INTERNATIONAL WORK GROUP FOR INDIGENOUS AFFAIRS

(Statut consultatif spécial, 1989)

L'International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA) vise à apporter un soutien aux populations autochtones dans leur lutte pour améliorer les conditions générales de vie, améliorer les relations avec les Etats nations dont elles font partie et accroître leur contrôle sur les forces économiques et politiques mondiales qui affectent leur vie.

Les activités de l'IWGIA sont axées sur les droits de l'homme, la recherche, la documentation et la diffusion de l'information et des projets en coopération avec des organisations et communautés de populations autochtones. L'IWGIA oeuvre dans toutes les régions du monde où vivent des populations autochtones.

L'IWGIA est composée d'un conseil d'administration international, d'un conseil consultatif, de groupes nationaux et d'un secrétariat international. Le secrétariat international est situé à Copenhague. Il a des groupes nationaux en Suisse, Suède, Fédération de Russie, Norvège et Danemark.

Les travaux de l'IWGIA sont financés par les abonnés aux publications, des dons de particuliers, des dons des Gouvernements nordiques, des revenus de projets, des fonds privés et d'autres types de financement.

L'une des principales activités de l'IWGIA est de fournir des informations sur la situation des populations autochtones dans le monde entier. Au cours des 30 dernières années, l'IWGIA a publié des documents d'un caractère exceptionnel servant de source d'information sur la situation des populations autochtones du monde. Chaque année, The Indigenous World est publié en anglais et en espagnol. Il fournit une vue d'ensemble des événements les plus importants affectant les populations autochtones du monde entier, notamment les réunions de l'Organisation des Nations Unies. Indigenous Affairs est un journal publié quatre fois par an en anglais et en espagnol. Il contient des articles sur les affaires courantes concernant les populations autochtones, des nouvelles brèves et des commentaires. Les documents traitent en profondeur de questions thématiques ou régionales. Il est publié de deux à cinq documents par an en anglais et en espagnol. Quelques publications ont également été imprimées en français, russe et danois. Les publications de l'IWGIA sont distribuées gratuitement aux organisations autochtones du monde entier.

L'IWGIA participe activement aux activités touchant les populations autochtones dans le domaine des droits de l'homme. L'un des buts spécifiques de l'IWGIA est d'appuyer, faciliter et promouvoir la participation des représentants autochtones aux réunions des Nations Unies lorsque des questions intéressant les populations autochtones sont examinées.

Au cours de la période 1994-1997, l'IWGIA a non seulement poursuivi, mais a également accru, ses activités visant à promouvoir la reconnaissance des droits des populations autochtones au sein du système des Nations Unies. Il a concentré ses efforts sur l'adoption du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones et la création d'un Forum permanent des populations autochtones au sein du système des Nations Unies. Parallèlement

/...

aux initiatives entreprises dans le domaine des droits de l'homme, l'IWGIA a suivi le processus des Nations Unies visant à élaborer et à mettre en oeuvre des instruments globaux pour l'environnement, particulièrement la discussion des Nations Unies sur l'application d'Action 21 par l'intermédiaire de la Commission du développement durable et la Convention sur la diversité biologique, qui dans son article 8 j) soulève la question des droits des populations autochtones.

Chaque année, l'IWGIA a envoyé une délégation composée de quatre à huit personnes aux réunions des Nations Unies suivantes :

Commission des droits de l'homme, Groupe de travail sur les populations autochtones de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration sur les droits des populations autochtones, Ateliers des Nations Unies pour la création d'un Forum permanent des populations autochtones, troisième et quatrième sessions de la Commission du développement durable et troisième et quatrième réunions de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Chaque année, l'IWGIA fait rapport sur les faits survenus lors de ces réunions dans sa publication The Indigenous World. Les déclarations faites par des représentants autochtones aux réunions mentionnées ci-dessus sont reproduites dans le journal Indigenous Affairs.

En coopération avec quatre autres organisations européennes, l'IWGIA est l'un des membres fondateurs du Human Rights Fund for Indigenous Peoples (HRFIP) qui a pour but de recueillir des fonds afin de couvrir les dépenses devant permettre à des représentants des populations autochtones de participer aux réunions des Nations Unies. Entre 1994 et 1997, les fonds recueillis ont permis à plus de 100 représentants autochtones du monde entier de participer aux réunions susmentionnées. Le HRFIP reçoit ses fonds d'églises, de fondations privées et d'institutions publiques.

Au cours des quatre années à l'examen, l'IWGIA a pu, grâce au HRFIP, faciliter la présence d'un grand nombre de représentants autochtones aux réunions des Nations Unies et de ce fait contribuer de manière substantielle à leurs résultats.

L'IWGIA se tient en contacts réguliers avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. En 1997, l'IWGIA a publié en espagnol le document "Human rights and indigenous peoples: a manual on the United Nations system" et publiera les versions anglaise et française en 1998.

L'IWGIA organise constamment des séminaires et des réunions afin que les gouvernements reconnaissent les droits des populations autochtones. Depuis 1992, L'IWGIA (avec quatre autres organisations) a créé un bureau à Bruxelles chargé spécifiquement de promouvoir les droits des peuples autochtones au sein de la Communauté européenne (Union européenne).

10. LA JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE INTERNATIONALE

(Statut consultatif spécial, 1951)

Buts et objectifs

La Jeunesse ouvrière chrétienne internationale (JOCI) est une organisation ouverte à tous les jeunes, sans égard à leur race, leurs croyances, leur religion ou leur sexe. Elle est organisée pour eux, par eux et entre eux. Le but de JOCI est de permettre aux jeunes travailleurs, au chômage et sous-employés ou étudiant de découvrir leur dignité humaine et de leur dispenser une formation afin qu'ils prennent la responsabilité de trouver des solutions aux situations concrètes auxquelles ils doivent faire face aux niveaux local, national et international. JOCI encourage une société intellectuelle où prévalent la justice, la paix et la solidarité.

A l'heure actuelle, JOCI a un réseau d'affiliés nationaux dans 62 pays : Afrique, 13; Asie et Pacifique : 17; Amérique du Nord et du Sud, 19; Europe, 13.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux conférences et autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

JOCI a participé aux réunions suivantes :

a) Septembre 1995 : Le Président international a assisté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing (Chine);

b) Mai 1996 : Le Secrétaire général a envoyé le vote de JOCI pour les élections des dirigeants des ONG/Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies;

c) Septembre 1996 : Le Président national de JOCI en Belgique a représenté l'organisation au Centre d'information des Nations Unies pour la réunion du Benelux, Bruxelles (Belgique);

d) Septembre 1997 : Deux membres d'une équipe régionale de JOCI à Quito ont assisté à la cinquantième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales/Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies intitulée "Building Partnerships", New York (Etats-Unis d'Amérique).

Coopération avec les programmes et les organes de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées

La coopération s'est déroulée comme suit :

a) Juin 1994 : Le Secrétaire général a assisté à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail (OIT), Genève;

b) Juin 1996 : Le Secrétaire général et le Coordonnateur national de la Suisse ont assisté à la quatre-vingt-troisième Conférence générale de l'OIT, Genève;

/...

c) Juin 1997 : Le Secrétaire général a assisté à la quatre-vingt-cinquième Conférence générale de l'OIT, Genève;

d) Août 1997 : Le Secrétaire général et le Président international ont assisté à une réunion organisée par Youth International Catholic Organization et l'Unesco, intitulée "Youth Participation in Building a Culture of Peace", à Paris (France).

Autres activités pertinentes

Mesures prises pour donner suite aux résolutions des Nations Unies aux niveaux international, régional ou national :

Lors de la campagne internationale de solidarité avec les travailleurs des plantations en Colombie en 1996, avec les travailleurs de la Panpaper Mills Factory à Webuye (Kenya), en 1997, avec les travailleurs de Par Garments en Thaïlande, en 1996 et 1997 et avec la lutte des travailleurs de NS Transport aux Philippines, en 1997, le Secrétaire général a cité les conventions de l'OIT relatives à la promotion des droits de la femme.

Un appel a été lancé auprès des employeurs pour qu'ils respectent les conventions de l'OIT qui avaient été ratifiées par les gouvernements respectifs des pays concernés. Un appel a également été lancé auprès des Bureaux du travail des pays concernés pour qu'ils assurent le respect des conventions de l'OIT.

De même, en 1996, le Secrétaire général a cité les conventions de l'OIT relatives à la promotion des droits des travailleurs en appui à la lutte des travailleurs en République de Corée.

Le Secrétaire général a cité la Déclaration universelle des droits de l'homme lors de la campagne lancée en faveur d'un procès équitable et de la mise en liberté d'Irene Fernandez en 1996. Irene était une ancienne dirigeante de JOCI en Malaisie, détenue par les autorités malaisiennes pour avoir révélé les abus, la torture et le traitement injuste dont étaient victimes les travailleurs migrants dans les camps de détention.

JOCI, représenté par le Secrétaire général, est membre fondateur de "Social Alert", centre collectif de surveillance des droits de l'homme situé à Bruxelles qui plaide en faveur du respect et de l'application des dispositions de la Déclaration des droits de l'homme relatives aux droits économiques et sociaux collectifs.

Consultations et coopération avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

En 1996, le Secrétaire général a envoyé des lettres afin de faire pression sur le Congrès pour que les Etats-Unis s'acquittent de leur dette envers l'Organisation des Nations Unies.
